



**FEDERATION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT, DE LA CULTURE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
FORCE OUVRIERE**

Section Départementale de l'Eure
17 ter, rue de la côte Blanche, 27 000 Evreux
Téléphone : 02 32 33 01 11 Mail : snudifo27@gmail.com

Déclaration de la FNEC FP FO à la formation spécialisée du 20 novembre 2025

Madame la présidente,
Mesdames et messieurs les membres de la formation spécialisée,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour la 1ère formation spécialisée de l'année 2025-2026.

Comment ne pas commencer notre déclaration liminaire sans évoquer la situation dans laquelle nous sommes actuellement au niveau national où les personnels ne veulent pas du chaos imposé par le président Macron : les milliards pour la guerre et les actionnaires alors que l'Ecole et les services publics sont privés de tout.

Le budget 2026 et les mesures prévues à l'Education nationale comportent des attaques inacceptables : gel des salaires, sanctions contre les malades et suppression de 4 000 postes... Et non seulement l'Ecole publique est sacrifiée au profit du budget de l'armée (pour la première fois il dépasse celui de l'Education nationale), mais elle devient de plus en plus une antenne de recrutement pour l'armée !

Ainsi, le SNFOLC 27 vous a interpellée, Madame la Directrice académique de l'Eure, ainsi que Madame la Rectrice de l'Académie de Normandie au sujet d'une sortie scolaire menée au titre du « Parcours avenir et du parcours citoyen » au cours de laquelle des élèves de plusieurs collèges du département ont été amenés à participer à un « salon de la défense », à manier des armes, à enfiler des gilets pare-balles...

La FNEC FP-FO continuera à s'opposer fermement à la marche à la guerre, à toute mesure d'embrigadement, de militarisation, et de répression de la jeunesse. Elle revendique le retrait du budget Macron-Lecornu.

Que dire de la mise en place du subterfuge sur la "suspension" de la réforme des retraites ? La prétendue « suspension » de cette réforme contenue dans le projet de budget Lecornu n'est qu'un leurre destiné à maintenir en place le gouvernement à travers des arrangements politiques.

La FNEC FP-FO rappelle la revendication sur laquelle des millions de travailleurs se sont mis en grève et ont manifesté en 2023 et en 2019 pour demander l'abrogation de la réforme Macron-Borne et pour refuser une retraite par points ou par capitalisation !

A l'heure actuelle, dans l'Eure, le manque de personnels, de tous les personnels, induit une surcharge de travail ou une impossibilité pour chacun d'exercer son travail correctement. Le dénigrement des services publics, qui coûteraient trop cher selon certains de nos gouvernants, amène à un déclassement aussi bien pécunier que de statut dans la société et à une déconsidération de la part de certains parents qui font preuve de violence à l'encontre des personnels.

La baisse de l'indemnisation des arrêts maladie, en plus du jour de carence qui sanctionne injustement ces arrêts depuis 2018, pousse des personnels, dont le pouvoir d'achat au mieux

stagne, ou au pire baisse, à se rendre même malades au travail au risque de dégrader leur santé.

Le manque d'AESH est devenu criant et empêche de garantir l'accompagnement des élèves en situation de handicap. Les enseignants se retrouvent souvent seuls face à des situations lourdes, en porte-à-faux avec leurs obligations de sécurité, parce que l'administration leur répond que « tous les AESH disponibles sont déjà affectés ». Les AESH elles-mêmes sont en souffrance. Coups, suivi d'élèves relevant de l'enseignement spécialisé, multiplication du nombre d'élèves suivis, conduisent à de l'épuisement et à une perte de sens de leur travail. Nombreuses sont celles qui envisagent de quitter leur emploi.

Plusieurs situations qui relevaient le manque d'AESH ont d'ailleurs été évoquées lors du GT RSST.

Aussi, la FNEC FP FO juge inadmissible votre décision, Madame la Directrice Académique, de retirer des AESH aux élèves dont la notification n'a pas encore été renouvelée et de les affecter auprès d'autres élèves qui sont en attente d'AESH : comment déshabiller Paul pour habiller Jacques ! Cela démontre encore une fois le manque de moyens et la maltraitance organisée des élèves les plus fragiles et des personnels les plus précaires !

Nous constatons également un épuisement des enseignants dû par les nombreuses réunions organisées hors temps scolaire, aux rencontres individuelles avec chaque parent exigées par la hiérarchie suite aux évaluations nationales, aux webinaires organisés pendant la pause méridienne,

La FNEC FP FO vous interpelle, Madame la Directrice Académique sur cette multiplication des réunions (notamment celles sur les nouveaux programmes) dont le format et le contenu renforcent le sentiment des enseignants d'être infantilisés et remettent en cause leur expertise professionnelle.

Nous demandons que le professionnalisme des équipes pédagogiques soit respecté en leur laissant la gestion de leurs heures de concertation et de rencontres avec les parents, en fonction des besoins réels de leur école.

Par ailleurs, nous alertons sur le respect des ORS des enseignants par l'administration. Le temps de travail des enseignants compris dans ces 108 heures n'est pas extensible à merci et nombreux sont, ceux qui, face à l'explosion des demandes institutionnelles, ont décidé d'en tenir un décompte. Ils ont tout le soutien de notre syndicat.

Nous profitons de cette réunion pour vous demander de permettre aux directrices et directeurs d'école, totalement déchargés de cours dans une école dont les effectifs peuvent être supérieurs à ceux d'un collège, de pouvoir être exemptés des animations pédagogiques au vu de leur charge de travail conséquente exercée et sans aide humaine.

Cette situation a des répercussions concrètes et lourdes sur l'ensemble des personnels et participe à la dégradation générale du climat de travail dans notre département.

Dans le 2nd degré, la réforme à moyens constants dite du "choc des savoirs" qui imposent des groupes de niveau devenus groupes de besoins en mathématiques/français (6ème 5ème) dégrade fortement les conditions de travail comme l'a montré le rapport de la formation spécialisée de l'Eure. Elle n'est soutenue ni par les parents, ni par les professeurs, ni par les spécialistes scientifiques. Elle est même critiquée dans le rapport de juin de l'Inspection générale. Nous revendiquons son abrogation d'urgence afin d'améliorer les conditions de travail au collège.

Nous rappelons que le suivi de la médecine de prévention est déficient du fait du manque de personnel dédié. De même, quand le médecin de prévention propose des préconisations, la

DSDEN de l'Eure ne les suit pas forcément au détriment de la santé des personnels concernés, notamment en lien avec le risque routier.

La FNEC FP FO revendique le recrutement immédiat de médecins de prévention pour que chaque personnel puisse bénéficier d'une visite médicale régulière par un médecin du travail et que les aménagements de poste soient respectés.

La liste de nos revendications n'est pas terminée et pour conclure comment ne pas parler des difficultés liées au dogme de l'inclusion systématique qui met à mal les collègues, en particulier dans le 1er degré. Leurs difficultés représentent l'écrasante majorité des saisines du RSST et font état mois après mois de leur détresse, de celle des autres élèves qui sont parfois terrorisés, mais également de celle des élèves en situation de handicap pour qui l'institution n'a finalement pas d'autre solution que de proposer une déscolarisation, voire des mesures disciplinaires. Pour notre fédération, l'inclusion ne peut être systématique et doit se décider au cas par cas. FO continue de dénoncer la loi de 2005 qui continue quant à elle à détruire l'Education Nationale, chaque jour un peu plus.

Chaque élève, chaque situation de handicap, est unique et nécessite une réponse sur mesure. Comme la pédagogie ne peut se substituer aux soins, la FNEC FP-FO continue de revendiquer l'inclusion des élèves lorsque c'est possible, une place en enseignement spécialisé lorsque c'est nécessaire.

La FNEC FP FO refuse aussi le recours fréquent aux visites des CPC dans les classes des enseignants qui sont vécues comme du flicage, leur donnant le sentiment de redevenir des stagiaires, alors qu'ils sont en détresse face à une situation qui ne peut être résolue par la pédagogie. Dans la majorité des cas, l'accompagnement proposé et permis par PPCR ne donne pas d'effets positifs sur la santé mentale des personnels.

Pour la FNEC FP-FO, le problème est avant tout un problème de moyens et de choix politiques. Le cadre contraint imposé par les gouvernements successifs n'est pas acceptable. Nous ne pouvons accepter les choix politiques de couper dans les services publics, dans l'Education quand dans le même temps les dépenses pour l'armement explosent (elles passent de 32 milliards en 2017 à 64 milliards d'euros en 2027), quand les aides aux entreprises sont devenues le premier budget de l'Etat, à hauteur de 211 milliards d'euros par an. De l'argent pour l'Ecole, pas pour la guerre, ni pour les actionnaires.

La FNEC FP FO revendique :

- le maintien et la création des places dans les ESMS ;
- le retrait du décret d'externalisation ;
- le recrutement d'enseignants spécialisés et d'AESH avec un statut de catégorie B et un vrai salaire à un temps plein pour 24h de classe ;
- le retrait de l'acte 2 de l'Ecole inclusive, l'abandon des PAS et des PIAL, des DAR ;
- le maintien de l'enseignement spécialisé et adapté.

Merci pour votre attention.